

SAVE COMMUNITIES IN CONFLICTS



Siteweb : [www.scc-drc.org](http://www.scc-drc.org)  
E-mail : [info@scc-drc.org](mailto:info@scc-drc.org)  
Phone : +243(0)812385608

**SAVE COMMUNITIES IN CONFLICTS**

# **ETUDE SUR LA SITUATION DES CONFLITS INTER ETHNIQUES ET D'ACCES DE LA FEMME A LA TERRE ET RESSOURCES NATURELLES DANS LES TERRITOIRES DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU.**

## **CAS DES TERRITOIRES DE WALIKALE ET MASISI.**



## Contexte du Nord-Kivu

### 1. Territoire de Masisi

La situation sécuritaire reste marquée par une psychose alimentée par les rumeurs sur une éventuelle infiltration de plusieurs éléments soupçonnés ex. M23 sur toute l'étendue du Territoire. Les membres de la communauté Tutsi considérée comme ayant facilité l'infiltration des ex M23 dans la zone font l'objet des propos dépréciatifs de la part d'autres communautés. Des messages de haine tribale contre les tutsi sont véhiculés par les membres d'autres communautés. Par ailleurs, la population vivant dans la partie Sud de Masisi, sur l'axe Kibabi-Katoyi-Luke se réjouit du redéploiement des éléments FARDC depuis le 2 mai, et espère que cette présence va aider à mettre fin à l'activisme des groupes armés Nyatura, FDC/Guide et Raia Mutomboki dans cette partie du Territoire.

### 2. Territoire de Walikale

La situation sécuritaire a été marquée par des affrontements entre les deux factions des Mai mai Cheka (faction Cheka et Guido) dans le village de Chabura, à 2 Km de Limangi. La population civile s'est dispersée dans la brousse et une autre partie s'est déplacée vers Kibua. D'autres affrontements qui ont opposé les FARDC basées à Mungazi contre les Maimai Cheka ont été signalés dans le village de Tukumbi, sans provoqués les mouvements des populations. Dans le groupement de Bakano, on observe plusieurs cas de braquage sur les motos commis par des Raia Mutomboki sur le tronçon Musenge-Hombo et des cas de pillage dans le site minier d'Idambo.

## Résumé exécutif

Save Communities in Conflicts (SCC) en République démocratique du Congo (RDC) a mené une Etude sur la situation des conflits inter ethniques et d'accès de la femme à la terre et ressources naturelles dans 2 territoires de la province du Nord-Kivu.

Cette étude a débuté en juin 2014 et avait pour objectif global de comprendre la situation des conflits interethniques et la situation de la femme face à l'accès à la terre et ressources naturelles.

Pour ce faire, cette étude permettra à notre organisation de voir comment elle peut solliciter de fonds auprès de bailleurs pour développer des différentes activités telles que, la diffusion d'émissions radios et de bandes dessinées (BD) sur la cohabitation pacifique, sur l'accès de la femme à la terre et ressources naturelles sur les activités de rapprochement entre les communautés, les formations des leaders sur la résolution non violente des conflits, les droits de l'homme et le droit international humanitaire (DIH), et les dialogues intercommunautaires, entre autres.

1) comment et si la capacité des communautés locales à accompagner le retour, la réintégration et la réconciliation des populations de Pinga s'est renforcée ?

2) comment et si les capacités et l'engagement des leaders au niveau local et provincial pour identifier, confronter et résoudre les facteurs de conflits dans leur communauté se sont renforcés ?

3) comment et si les femmes peuvent accéder à la terre et ressources naturelles ? (formels et informels) démontrent de plus en plus un changement positif de comportement qui contribue à la protection immédiate de la femme ?

4) comment et si les partenaires du projet ont vu leurs capacités renforcées et l'impact de leurs activités sur le terrain progressé ?

Les données ont été collectées à territoires de Walikale et masisi, précisément dans les localités : Nkasa, Bushimoo, Bukonde, Biriba, Kitshanga, Mweso, Kailenge, Masisi centre et walikale du 21 juin au 2 juillet 2014. Au total 9 focus groups, 11 entretiens semi structurés et un sondage (500 personnes) ont été réalisés.

Résultats principaux :

Concernant le niveau d'engagement des communautés et des leaders locaux dans l'accès de la femme à la terre et ressources naturelles, prévention, la résolution non violente des conflits et dans la cohabitation pacifique, les résultats de cette évaluation montre que :

1) Les leaders et la population de ces villages ont une préférence pour la résolution non violente des conflits.

- 58% des membres de la population interrogés et 71% des leaders locaux interrogés ont affirmé que la meilleure façon d'aborder un conflit est le dialogue direct entre les parties en conflits, 89% ont confirmé que la femme accès à la terre très difficilement.

- Aucune des personnes interrogées n'a mentionné le recours à la violence, aux groupes armés ou à la bagarre comme étant des solutions à privilégier pour résoudre un conflit.

2) L'acte d'engagements intercommunautaires à Pinga constitue un premier effort encourageant pour la cohabitation pacifique qui doit encore être poursuivi et renforcé.

- 65% des personnes interrogées (leaders et membre de la communauté confondus)

pensent que l'acte d'engagement élaboré et signé par les différentes communautés

protagonistes, avec la facilitation de SCC et d'autres partenaires, va permettre de renforcer la collaboration et la cohabitation pacifique entre les communautés à Pinga.

Si ces résultats sont très encourageants on relève certaines limites à l'élaboration de cet acte:

un manque de vulgarisation au sein de la communauté et un certain scepticisme des leaders locaux sur l'impact de cet engagement :

- Environ un tiers des membres de la communauté interrogés (26,9%) ne connaît pas cet acte d'engagement.

- Environ un tiers des leaders locaux interrogés (28,57%) pense que cet acte ne va rien changer à la situation.

3) Il y a une amélioration remarquable dans la cohabitation entre les différentes communautés à Pinga.

- Parmi les personnes qui sont revenues à Pinga depuis février 2014, la quasi-totalité des enquêtés, soit 89% pour la population et 100% des leaders, ont affirmé que les relations entre les

communautés à Pinga sont meilleures par rapport à la période pendant laquelle ils étaient en déplacement.

Selon les leaders reçus dans les groupes de discussion, le travail de SCC a rassuré les efforts de rapprochement là où les groupes des différentes communautés avaient des profondes hésitations et étaient incrédules sur une possible cohésion entre les Hunde, les Nyanga et les Hutu à Pinga. Ainsi, selon eux, malgré l'installation des Forces armées de la RDC (FARDC) et de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), visant à rétablir la paix et la sécurité dans la zone, les personnes demeuraient réticentes à s'approcher les unes des autres et avaient perdu l'espoir de cohabiter ensemble. L'implication et le travail de SCC a permis de les rassurer.

4) Le niveau d'engagement et les capacités des leaders des groupes ethniques rivaux dans la prévention des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique à Pinga est satisfaisant mais des efforts importants restent à fournir.

- Plus de trois quarts (78,6%) des leaders communautaires soutiennent qu'à ces villages ciblés, les groupes sociaux ont des objectifs communs et qu'ils travaillent ensemble à tous les niveaux de pouvoir pour les atteindre. Du côté des membres de la communauté, ils sont 48%.

- Plus de 85% des personnes interrogées estiment que les chefs coutumiers, les autorités administratives locales et les leaders religieux jouent un rôle important dans la prévention des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique à Pinga.

- Cependant, 42% des personnes interrogées parmi la population ont affirmé que la population à la base est soudée mais que ce sont leurs leaders qui les manipulent les uns contre les autres.

5) Les productions médias de SCC sur la prévention, la résolution pacifique des conflits et la cohabitation pacifique à Pinga ont connu une couverture très importante. Les messages ont été bien compris, avec tout de même un désintérêt et/ou une méfiance notable de la part de certains leaders et auditeurs.

- 68,5% des personnes interrogées connaissent ou ont déjà écouté l'émission Wote tukutane tena kuhusu mwanamke ("ensemble, retrouvons-nous encore pour la femme" en Swahili) de SCC. Parmi eux, 80,6% estiment que cette émission leur a fait comprendre l'intérêt de tolérer et d'accepter les personnes des différentes communautés du milieu.

- 35,7% des leaders locaux interrogés qui ont déjà écouté cette émission et/ou la connaissent ont affirmé ne pas l'aimer ou ne pas la trouver intéressante.

Concernant les changements de comportement des forces armées (actuelles, formelles et informelles) et la situation de protection de la population, les résultats de cette évaluation montrent que :

1) Il y a une amélioration très nette de la situation sécuritaire et de protection mais celle-ci demeure fragile.

- 96,3% des personnes interrogées affirment se sentir plus en sécurité qu'un an plus tôt.

- 96,1% des personnes retournées affirment que la situation sécuritaire s'est améliorée entre le moment de leur déplacement et leur retour à Pinga.

- Une personne sur cinq déclare avoir été témoin de combats, de pillages, de civils battus ou assassinés depuis février 2014.

2) Il y a une amélioration très marquée de la nature des relations civilo-militaires qui favorisent la cohabitation pacifique et la protection à Pinga.

- 84,67% des personnes interrogées estiment que les FARDC assurent leur protection dans la zone.

- 0,3% des personnes interrogées considèrent que les membres des groupes armés assurent leur protection.

Les activités de rapprochement menées par SCC semblent avoir eu un effet positif sur le comportement des FARDC et leur relation avec la population civile, permettant de favoriser la protection et la cohabitation pacifique :

- 87.6% des personnes interrogées ont davantage confiance dans les FARDC que par le passé et considèrent que les FARDC assurent leur rôle de protection.

- 81.3% des personnes interrogées ont affirmé qu'ils collaborent avec les FARDC.

- 15% des personnes interrogées ont affirmé que les FARDC se rendent responsables d'exactions et de mauvais comportement vis-à-vis de la population de Pinga.

3) Le travail de rapprochement entre les civils et la Police nationale congolaise (PNC) reste encore à renforcer :

- 62.7% des personnes interrogées estiment qu'ils ont plus confiance dans la PNC que par le passé et que la PNC assure son rôle de protection.

- 32.6% des personnes interrogées estiment que la PNC commet de nombreux abus et a un mauvais comportement vis-à-vis de la population civile.

- 66.7% des personnes interrogées affirment qu'elle collabore avec la PNC.

## **2) Des défis importants restent à relever :**

- Les malentendus entre les Hunde et les Nyanga autour de la clause sur la tolérance de l'acte d'engagement, de la mort du Mwami et de sa compensation,

- Les tensions interethniques persistantes dans les villages environnants Pinga (sur les axes Bukonde, Buhimba, Bukucha, Bulende, Munsanga, Birihi),

- L'activisme des groupes armés autour de Pinga et leur non-implication dans les activités de cohabitation pacifique,

- La présence des FARDC qui conditionne en grande partie la sécurité et la protection dans la zone,
- Les tensions persistantes entre les Hunde et les Hutu,
- La mise en application et la vulgarisation des lois spécifiques pour la femme,
- La formation des journalistes locaux et leur accès à un équipement professionnel et en état de fonctionnement pour parler du rôle de la femme dans nos sociétés,
- Le comportement de la PNC vis-à-vis de la population et des FARDC vis-à-vis des femmes.
- Le comportement de la PNC vis-à-vis de la population et des FARDC vis-à-vis des femmes.

Recommandations :

Vulgariser, renforcer et appuyer l'acte d'engagement intercommunautaire signé à Goma et sa mise en œuvre :

1. Appuyer et accompagner les responsables qui étaient à Goma à l'atelier de signature de l'acte d'engagement à vulgariser les engagements dans leur communauté respective, notamment via la mise en place (prévue dans l'acte) de commissions de vulgarisation d'un nouvel engagement des communautés à recourir aux approches non violentes en cas de conflit, pour la paix et la cohabitation pacifique.
2. Analyser les possibilités d'impliquer les groupes armés dans le dialogue intercommunautaire et dans la cohabitation pacifique insufflée par la signature de l'acte d'engagement de Goma afin de renforcer le processus.
3. Renforcer, vulgariser et harmoniser la compréhension de la clause sur la tolérance de l'acte d'engagement intercommunautaire afin de trouver un terrain d'entente commun entre la communauté hunde et nyanga au sujet de l'assassinat du Mwami Nyanga par un membre de la communauté hunde.

Pérenniser et renforcer l'amélioration de la situation sécuritaire et de protection dans la zone :

1. Effectuer un plaidoyer au niveau du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Défense, du Cluster Protection du Nord-Kivu et de la MONUSCO pour maintenir le 802ème
2. Encourager la promotion de la femme dans ces villages ciblés pour cette étude.
3. Renforcer les activités de rapprochement et les sensibilisations auprès des acteurs de sécurité avec un focus particulier sur la PNC et les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) pour les FARDC.

Renforcer l'indépendance, la protection et le professionnalisme des médias locaux :

1. Renforcer les capacités des radios locales sur les principes du journalisme, la sensibilité aux conflits et la législation existante en la matière (ex : la loi fixant les modalités d'exercice de la

liberté de la presse ; le code de bonne conduite pour les médias etc...) et les intégrer dans les réunions/forums d'échanges organisés localement entre les différents acteurs de protection et de sécurité (les leaders locaux, les représentants des communautés, les représentants des groupes armés, les organisations non gouvernementales (ONG) locales, les autorités administratives, le conseil local de sécurité, la MONUSCO, les FARDC, la PNC et l'Agence nationale des renseignements (ANR)) afin de garantir leur sécurité et indépendance.

2. Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs locaux (PNC, FARDC et leaders locaux) dans les mécanismes de gestion et résolution des conflits, la gestion des rumeurs, l'écoute active, la sensibilité aux conflits, et les encourager à collaborer et s'exprimer d'une manière sensible aux conflits avec les médias.

Développer un nouveau projet spécifique sur la question Hutu/Hunde :

1. Mettre en place un programme de paix et de réconciliation spécifique pouvant aborder profondément les tensions existantes entre les Hutu et les Hunde dans les territoires de Masisi et Walikale. Il serait notamment important de prévoir dans ce programme des dialogues communautaires, la consultation régulière des Ministères de l'Intérieur et des Affaires Coutumières et l'implication des assemblées provinciales et nationales.

Do no harm et pré test des messages. Malgré les efforts constants des équipes programme et médias notamment à travers les pré tests des messages développés, il semble que certains messages diffusés dans les émissions est prêté à confusion et aient exposé le personnel des radios partenaires à des menaces. Une attention renforcée et toute particulière doit être apportée sur ce point.

Les messages développés par SCC doivent systématiquement être pré testé avant diffusion et le processus de leur validation respectée.

## 2. Contexte de l'étude

La situation pour les populations vivant au Nord-Kivu demeure précaire. La localité de Pinga a été confrontée à l'extrémisme et à des violences ethniques graves, en partie dues à l'influence de groupes armés violents et à la manipulation politique des leaders locaux, provinciaux et nationaux. Malgré le fait que le groupe armé le plus violent de la zone, le Nduma Defense for Congo (NDC) ou « MaiMai Checka » a quitté la zone de Pinga le 29 novembre 2013, les discours de haine, l'extrême violence et la terreur utilisées par le NDC et les autres groupes armés dans et aux alentours de Pinga (y compris l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Nyatura, les Forces démocratique pour la défense des Hutus (FDDH)) ont mené non seulement au déplacement massif de populations, mais aussi à la division d'une société fragile, traumatisée et qui nécessite un soutien pour commencer le processus de réintégration et de réconciliation.

En décembre 2013, Pinga présentait des caractéristiques et défis spécifiques et uniques devant être pris en compte pour améliorer la sécurité et la protection immédiate des populations, en contribuant toutefois au retour et à la réintégration des déplacés. Ces caractéristiques étaient notamment :

1. Des tensions interethniques,
2. La présence de multiples groupes armés autour du site,
3. Une histoire récente extrêmement violente,
4. Des problèmes réguliers liés à la protection,
5. Un besoin d'assistance immédiat afin de mitiger les actes de violence future et l'aggravation du conflit,
6. L'absence des opportunités de développement et de croissance et des mécanismes communautaires de gestion pacifique des conflits,
7. Un pouvoir des leaders armés sur les leaders civils ou administratifs,
8. Le désespoir des populations victimes des conflits violents,
9. L'absence d'un leadership inclusif qui fédère les forces et énergies vers un idéal de paix et de prospérité,
10. Une population d'une ethnie (Hunde) largement déplacée,
11. L'arrivée des FARDC pour contrôler la zone.

Des discussions avec un représentant de la société civile de Pinga avaient révélé le besoin de soutien urgent à la communauté, celui de renforcer leur protection immédiate, et d'inclure les acteurs locaux (dont les forces armées régulières et irrégulières) en vue de réduire le nombre et la fréquence de violations des droits de l'homme. Des interviews avec des représentants de la communauté et d'autres acteurs importants de la zone avaient révélé que le potentiel de réconciliation entre les groupes ethniques demeurait grand, car il y n'y avait pas de violence tribale avant l'arrivée des Mai Mai Checka, de l'APCLS et des autres groupes armés.

De plus, les communautés de Pinga n'apparaissent pas capables de répondre à leur besoins immédiats en protection et elles ne maîtrisaient pas totalement les outils ni ne saisissaient les opportunités de s'impliquer dans des actions de mitigation ou de transformation des conflits pour assurer un retour des déplacés, et la réintégration et réconciliation des communautés afin d'aboutir à une cohabitation pacifique à Pinga. Victimes d'abus systématiques des droits de l'homme, les populations de Pinga démontraient un traumatisme accru et de profondes divisions.

Dans ce cadre, SCC a mené un projet, sous financement du Pooled Fund, intitulé Réponse d'urgence pour renforcer la protection, faciliter le retour en paix et la cohabitation à Pinga.

Le projet mis en œuvre était basé sur la théorie du changement suivant : Si les populations affectées par le conflit à Pinga peuvent définir et s'impliquer dans un processus de réintégration et de réconciliation, alors les conditions immédiates de sécurité seront établies pour un retour en paix et une cohabitation pacifique.

Ce projet a débuté en janvier 2014 et avait pour objectif global la protection immédiate des populations civiles à Pinga grâce à un engagement de la communauté dans la cohabitation pacifique inclusive pour une stabilité durable permettant le relèvement des communautés de Pinga et ses environs.

Pour ce faire différentes activités ont été planifiées telles que, entre autres, la diffusion d'émission radiophoniques et de bande dessinées (BD) sur la cohabitation pacifique, des activités de rapprochement entre les communautés, des formations des leaders sur la résolution non violente des conflits, les droits de l'homme et le DIH.

Afin de mesurer les effets et résultats de ce projet et de ses activités une évaluation finale a été planifiée durant les mois de septembre et octobre 2014.

Une enquête statistique (sondage) a également été réalisée sur un échantillon de 500 personnes interrogées de manière aléatoire dans les 11 localités.

2. L'ensemble des données récoltées ont fait l'objet d'une triangulation et ont été croisées avec d'autres données collectées, par exemple entre plusieurs focus groups et/ou avec des données collectées par le biais de méthodes différentes (quantitatives, qualitatives).

La récolte de données sur le terrain s'est faite dans le respect de la confidentialité et afin d'éviter toute mise en danger pour les participants. En particulier, les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête quantitative étaient seules avec l'enquêteur et leur nom et identité n'a été inscrite et communiquée nulle part.

Les outils de collecte de données ont été développés par le département de Design Monitoring and Evaluation (DME) de SCC en collaboration avec les équipes programme. Il s'agissait de quatre guides de discussion pour les focus groups, d'un guide d'entretien avec les informateurs clés (avec des adaptations en fonction des interlocuteurs) et d'un questionnaire pour l'enquête quantitative (voir Annexe 2).

2. Marge d'erreur de 5.62% et un seuil de signification de 95%.

Tableau 1 : Présentation des répondants par site

Sites d'enquête

| N° | Site            | Enquêtées  | Autres membres de communautés       | Accès% | Non accès |
|----|-----------------|------------|-------------------------------------|--------|-----------|
| 1  | Nkasa           | 40(femmes) | 5 (les hommes et autorités locales) | 11,11% | 88,8%     |
| 2  | Bushimoo        | 40(femmes) | 6(idem)                             | 13%    | 86,95%    |
| 3  | Bukonde         | 40(femmes) | 6(idem)                             | 13%    | 86,95%    |
| 4  | Biriba          | 40(femmes) | 6(idem)                             | 13%    | 86,95%    |
| 5  | Katanga         | 40(femmes) | 6(idem)                             | 13%    | 86,95%    |
| 6  | Buray           | 40(femmes) | 6(idem)                             | 13%    | 86,95%    |
| 7  | Kitshanga       | 40(femmes) | 5(idem)                             | 11,11% | 88,8%     |
| 8  | Mweso           | 40(femmes) | 5(idem)                             | 11,11% | 88,8%     |
| 9  | Kailenge        | 40(femmes) | 5(idem)                             | 11,11% | 88,8%     |
| 10 | Masisi centre   | 40(femmes) | 5(idem)                             | 11,11% | 88,8%     |
| 11 | Walikale centre | 40(femmes) | 5(idem)                             | 11,11% | 88,8%     |

Dans les colonnes de N° 1,7,8,9,10 et 11 dont 240 enquêtées sur 270 soient 88,8% des enquêtées ont dit que les femmes n'accèdent pas à la terre et ressources naturelles dans leurs milieux respectifs et 30 enquêtés sur 270 soient 11,11% disent que les femmes accèdent à la terre et ressources naturelles.

Dans les colonnes de N° 2,3,4,5 et 6 dont 200 enquêtées sur 230 soient 86,95% des enquêtées disent que la femme n'accèdent pas à la terre et ressources naturelles alors que 30 enquêtés soient 13% des enquêtés disent que la femme et la jeune fille accèdent aux ressources naturelles et à la terre.

#### Limite de l'étude

Les résultats de cette étude présentent certaines limites notamment le fait que les résultats n'aient pas été désagrégés par ethnies et que les points de vue des groupes armés n'aient pas été collectés.

#### 4. Résultats de l'étude

1/ Niveau d'engagement des communautés et des leaders locaux dans la prévention, la résolution non violente des conflits, dans la cohabitation pacifique et de l'accès à la terre et ressources naturelles par la femme,

a. Mode de résolution des conflits à privilégier selon la communauté et les leaders locaux Selon 58% des membres de la population interrogés, la meilleure façon d'aborder un conflit est le dialogue direct entre les parties en conflits. Ils sont ensuite 26% à penser que le recours à la médiation est la meilleure solution. La préférence pour le dialogue direct est encore plus marquée chez les leaders locaux, avec sept leaders sur dix interrogés (71%) qui affirment que c'est la meilleure façon de résoudre un conflit.

Il est important de noter que tant parmi la population que parmi les leaders locaux, le recours au conseil de famille est également mentionné comme une des meilleures façons de résoudre un conflit par respectivement 10% et 14% des personnes sondées. De plus, élément positif à souligner, aucune des personnes interrogées n'a mentionné le recours à la violence, aux groupes armés ou à la bagarre comme étant des solutions à privilégier pour résoudre un conflit.

S'il n'est pas possible d'attribuer de manière exclusive au travail de SCC cette perception face au conflit, il est cependant largement ressorti des discussions, notamment avec les leaders communautaires, que SCC a contribué à renforcer les connaissances des personnes clés dans la résolution des conflits à Pinga. Cela peut en partie expliquer les résultats largement Leader local Personne ordinaire.

1. Selon vous, quelle est la meilleure façon de résoudre un conflit dans votre milieu ?

Violence

Recours aux officiers de l'armée/Police

Recours aux groupes armés

Recours à la justice et tribunaux locaux

Médiation

Je ne sais pas

Intégration des groupes armés/auto-défense

Dialogue direct entre les parties en conflit

Conseils de famille

Bagarre

2. Pour quoi la femme n'accède pas à la terre et ressources naturelles ?

Elle est appelée à être mariée,

Elle n'est pas comptée parmi les enfants de la maison,

Les coutumes et conceptions communautaires,

Non scolarisation de la jeune fille.

3. Quels efforts fournissez vous étant un chef dans cette zone pour que la femme accède à la terre ?

Les coutumes nous bloquent pour faire quelque chose, le faible niveau de scolarisation de la jeune fille dans ces zones ciblées. Mais nous les autorités locales nous faisons de nos mieux pour sensibiliser les parents, les membres de nos communautés à traiter les femmes et filles au même titre que les garçons ou les hommes.

## Situation de la femme sur l'accès à la terre et ressources naturelles

Pendant cette réflexion avec ces femmes, elles ont avoué que les femmes chez les Nyanga et Hunde la majorité d'elles n'ont pas de terres car la terre est réservée aux catégories des personnes soient pour les hommes ou soient aux femmes libres de la famille appelée KIHANGA.

Même la coutume locale quand une femme achète une parcelle ou un champ, les autorités locales exigent la femme qui a acheté de venir avec son mari et de mettre le nom du mari sur les documents ou soit le nom de l'un de ses enfants et plus les noms des enfants garçons.

Ces pratiques coutumières considèrent que lorsqu'une femme est mariée, elle bénéficie de la terre de son mari donc de sa belle famille et l'accorder une autre terre chez ses parents serait un de trop d'après les analyses de certains hommes contactés par nos collègues sur la question.

Partant de toutes ces pratiques et traditions, les femmes sont exclues à la gestion des terres en territoires de walikale et une partie en territoire de Masisi plus particulièrement dans les localités de Bulende et Birihi.

Plus de 80% des femmes et jeunes filles n'accèdent pas à la terre et aux ressources naturelles dans les milieux ruraux et cette situation est provoquée par des coutumes et pratiques traditionnelles malgré certains efforts conjugués par le gouvernement ratifie les instruments juridiques internationaux sur la femme.

Un faible niveau de scolarisation de la jeune fille qui se lève à 80% dans ces zones ciblées, alors que le taux de scolarisation est très élevé en faveur du jeune garçon, une discrimination éducationnelle de la part des parents.

Une photo de réflexion sur l'accès de la femme à la terre avec le coordinateur de SCC à son bureau de terrain de Pinga



### **Au Gouvernement Congolais**

- De restaurer l'autorité de l'état dans toute l'étendue de la RDC,
- De vulgariser les instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs à la promotion de la femme,

### **A la Communauté Internationale**

- ✓ De développer des programmes en intégrant les activités de la promotion des droits de la femme et de la jeune fille,
- ✓ De développer des programmes de prévention et gestion des conflits fonciers.

### **Bailleurs de fonds**

Nous sollicitons aux bailleurs de fonds d'appuyer les programmes que les acteurs développent dans ces zones ciblées.